



**PRÉFET
DE LA RÉGION
GUYANE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Générale
des Territoires et de la Mer**

Direction de l'Aménagement des Territoires
et de la Transition Écologique

CAYENNE, le 24/10/2022

Service Prévention des Risques et Industries
Extractives

Unité Prévention des Risques Accidentels
Pointe Buzaré
97300 CAYENNE

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/10/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

REGULUS SA UPG

BP 73
Centre Spatial Guyanais
97472 Kourou

Références : PRIE/PRA/CC/2022/477
Code AIOT : 0006900028

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/10/2022 dans l'établissement REGULUS SA UPG implanté Centre Spatial Guyanais 97310 KOUROU. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite se déroule dans le cadre d'un exercice POI (plan d'opération interne) où l'inspection des installations classées (IIC) est invitée en tant qu'observateur afin de contaster les mesures prises dans un scénario accidentel ou incidentel et la réaction de l'exploitant au travers de sa cellule de crise.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- REGULUS SA UPG
- Centre Spatial Guyanais 97310 KOUROU
- Code AIOT : 0006900028
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut

L'Unité de production de Propergol de Guyane (UPG), est exploitée par la société franco-italienne REGULUS, relevant des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.

Elle assure la fabrication et le chargement en propergol solide des lanceurs exploités sur le centre spatial guyanais que sont les corps de VEGA (P80), VEGA-C et Ariane 6 (P120).

L'Usine de Propergol de Guyane regroupe une quarantaine de bâtiments sur une superficie d'environ 300 hectares.

Le thème de visite retenu est l'application du plan d'opération interne.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe deux types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Test du plan d'opération interne	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R.515-100-I	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cet exercice POI a été très intéressant pour tester et vérifier la réactivité des astreintes en cas de crise sur un scénario qui n'était pas décrit dans le document POI car jugé mineur mais néanmoins à risque et probable.

L'organisation s'est très vite mise en place et les mesures apportées très cohérentes avec les informations disponibles et adaptées aux dangers survenus.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Test du plan d'opération interne

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/09/2020, article R.515-100-I
Thème(s) : Risques accidentels, Mesures d'organisation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : I.-Afin d'atteindre les objectifs énoncés à l'article L. 515-41, le plan d'opération interne définit, notamment, les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens mis en œuvre par l'exploitant de nature à : 1° Contribuer à fournir à l'autorité compétente les informations nécessaires à l'établissement des plans d'urgence et à la détermination des mesures et des obligations incombant à l'exploitant mentionnées au III ; 2° Assurer, en ce qui concerne l'exploitant, la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur. Ce plan est établi avant la mise en service. Il est testé à des intervalles n'excédant pas un an et mis à jour à des intervalles n'excédant pas trois ans.
Constats : L'inspection des installations classées, présent en observateur durant l'exercice, a pu constater une très rapide montée en puissance de la cellule de crise et du déclenchement du POI suite à une bonne prise d'information (conditions climatiques, situation terrain sur la lutte contre l'incendie). Le cadre de permanence, une fois la cellule de crise activé, a immédiatement bien défini les rôles de chacun. Les mesures d'urgences ont été prises en totale concertation avec la Brigade des Sapeurs-Pompiers de Paris (BSPP). Un point très positif est la proposition immédiate de la BSPP de procéder à des prélèvements à intervalles réguliers afin de mesurer la pollution éventuelles (air et eaux).
Observations : Dans les axes d'amélioration, l'inspection des installations classées propose à l'exploitant : <ul style="list-style-type: none">➤ une diffusion de la chronologie des événements aux personnes de la cellule de crise par une prise de note soit sur un tableau blanc, soit numériquement avec vidéoprojection afin de partager les informations que le support cellule de crise trace ;➤ une communication de l'intégralité des éléments (format papier) à l'officier cellule de crise de la BSPP du type plan ou fiche de données de sécurité des produits susceptibles d'être touchés par l'événement.➤ l'étude d'un système pour s'assurer d'un retour sur le déclenchement de l'alarme car le cadre de permanence;➤ la mise en place d'un protocole sur les prélèvements (air et eaux) éventuels réalisés par le BSPP ;➤ une identification plus facile des différents interlocuteurs au sein de la cellule de crise par le biais d'une chevalet, d'une chasuble nominative de la fonction ou tout autre dispositif permettant de savoir à qui l'on s'adresse.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet